

Denis Rolland coord.

L'Espagne et la guerre du Golfe

*d'Aznar à Zapatero
démocratie, violence et émotion*

avec

Andrée Bachoud
Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla
et
Amélie Bichet
Anthony Bisch
Angélique Bizoux
Katharina Braig
Veronica San Vicente Capanaga
Emilie Courtin
Stefan Dietz
Sonia Farber
Céline Gobert
Valérie Gonzalez
Christian Klipfel
Keith Robert Krause Jr.
Jeremie Kreitz
Sarah Lee
Sara Mateos
Elise Moalic
Audrey Nayrolles
Camille Neveux
Bibiana Rodriguez
Andrea Niño Ruiz
Ricardo Sandoval

Études Junior

Sciences Po

Strasbourg

Marjorie Sovet

Rainer Schindler

Olivier Valmier

Pascale Vincent

Alexandra Zwick



Manifestations, hiver 2004,
Madrid, plaza Cibeles.

Ouvrage coordonné, préparé et révisé
par **Denis Rolland**
avec la participation d'étudiants de 4^e année
de l'**Institut d'Etudes politiques de Strasbourg**
(2003-2004 et 2004-2005)
et d'une étudiante de DEA de l'Université de Cergy-Pontoise

Les illustrations reproduites dans cet ouvrage ont pour la plupart été
photographiées par les étudiants lors de leur année de scolarité à l'étranger
dans le cadre d'échanges avec trois universités espagnoles,
à Barcelone, Madrid ou Séville.

© droits réservés.

SOMMAIRE

Préface : L'Espagne, l'Europe et les Amériques : le pragmatisme espagnol, source d'espace de négociation et d'erreurs d'appréciation ?..	7
Introduction : L' « erreur Aznar », ou les conséquences du soutien à l'unilatéralisme des Etats-Unis	15
Première partie : Relations internationales.....	35
1. L'Espagne et les Etats-Unis : un demi-siècle de relations équivoques ?... 37	
2. L'Espagne et ses voisins européens durant la crise irakienne : divorce ou simples divergences temporaires ?	47
3. La participation de l'Espagne dans la guerre en Irak et les relations hispano-arabes : rupture ou continuité ?	65
4. L'Espagne et le conflit entre la Palestine et Israël	81
5. L'Espagne et la Méditerranée orientale et méridionale	89
Deuxième partie : Gestion politique et rhétorique.....	99
6. La politique étrangère de l'Espagne en 2003-2004 : de l'Appel des huit au « testament » de José María Aznar	101
7. Les stratégies de José María Aznar pour légitimer une guerre sans soutien populaire.....	111
8. La guerre en Irak et la vie politique espagnole : lecture des élections municipales de 2003 et législatives de 2004.....	123
Troisième partie : Opinions publiques et nationalismes	131
9. L'opinion publique espagnole, « l'impérialisme » américain et la Guerre en Irak.....	133
10. L'Etat de droit, la politique d'Aznar et le terrorisme de l'ETA.....	147
11. Les relations Barcelone-Madrid à l'épreuve de la guerre en Irak	159
12. L'enjeu et l'instrumentalisation des "nationalismes" basque et catalan dans la campagne électorale de mars 2003 d'après la presse espagnole.....	169
13. Des Açores et de Nadjaf à Madrid : l'Espagne de la guerre à l'après-guerre en Irak.....	177
Conclusion	197
DOCUMENTS	209
Textes officiels et politiques	211
Entretiens	245
Données économiques, sociales et stratégiques	252
Iconographie	271
Chronologie générale.....	285
Table des matières détaillée	301



Logo de la force expéditionnaire espagnole en Irak
(peinture murale, base espagnole en Irak, 2004).

PRÉFACE

L'Espagne, l'Europe et les Amériques ou le pragmatisme espagnol, source d'espace de négociation et d'erreurs d'appréciation

Denis Rolland

Institut d'Etudes Politiques Strasbourg

« Un voyage en Espagne est encore une entreprise périlleuse et romanesque : il faut payer de sa personne, avoir du courage, de la patience et de la force ; l'on risque sa peau à chaque pas ; les privations de tous genres, l'absence des choses les plus indispensables à la vie, le danger des routes vraiment impraticable [...] sont les moindres inconvénients », écrit Théophile Gautier en 1840. A la fois glorifiée et maltraitée par le regard romantique, l'Espagne a tardé à changer : de manière significative et même si le décollage économique est assurément antérieur, Bartolomé Bennassar désigne le dernier quart du XXe siècle comme « les générations du développement »¹.

Aujourd'hui, en ce début de XXIe siècle, l'Espagne a changé. Radicalement. Mais, en matière de relations internationales, le changement est peut-être encore en cours.

Tirée par le processus d'intégration européenne, la Péninsule ibérique redémocratisée n'a cessé de se rapprocher (avant l'élargissement de 2004) de la moyenne du revenu communautaire : de 72,5 % en 1988 à 85 % en 2001. Avec un rythme de croissance du PIB plus élevé que la moyenne européenne, le pays de Cervantès a rapidement effacé le considérable « retard » économique accumulé au moins depuis la Révolution industrielle.

¹. Bartolomé Bennassar (dir.), *Histoire des Espagnols*, Paris, rééd. Robert Laffont, 1992.

Il est devenu la 8^e économie mondiale (en PIB), prenant sa part dans le commerce mondial et accédant, par exemple, derrière les Etats-Unis, à la place de second investisseur étranger en Amérique latine¹.

Ainsi, la situation économique et géopolitique de l'Espagne de José María Aznar a beaucoup évolué depuis la transition des années 1970 ; ou même depuis les gouvernements de Felipe González. Et, loin d'une culture économique supposée « latine » et qui serait faite d'arrangements avec les grands équilibres macroéconomiques, notamment budgétaires, c'est en très bon élève des critères de convergence que l'Espagne est entrée dans le XXI^e siècle de la monnaie unique européenne²...

Au début de ce nouveau siècle, l'Espagne (que certaines enquêtes d'opinion décrivent non sans raison comme plus « européenne » que nombre de ses voisins) est indubitablement intégrée dans l'espace européen : le souvenir d'un passé douloureux et d'isolement s'estompe dans les autres mémoires européennes. La normalisation politique et institutionnelle de l'Espagne en 1975, son admission au Conseil de l'Europe en 1977, qui marquait la reconnaissance décisive par ses partenaires de son engagement démocratique, son adhésion à la CEE en 1986, sa première présidence du Conseil européen, en 1989, ne constituaient que les prolégomènes d'une vie européenne vécue avec enthousiasme. Sa réussite économique, mais aussi l'évolution de la vie européenne depuis la chute du « Rideau de fer », la mort annoncée d'un certain « directoire » franco-allemand puis l'élargissement massif de l'Union ont permis à l'Espagne de José María Aznar d'afficher les ambitions d'un « grand en Europe » et d'y être - parfois - reconnue comme tel³.

Certes, en 1996 comme en 2000, les thèmes européens sont demeurés marginaux dans les campagnes électorales du Parti Populaire. Mais peut-on raisonnablement jeter la pierre à José María Aznar, lorsque la pratique est, malheureusement, très

¹. Ce début d'introduction est très redevable à François Vuillemin, « La Présidence Espagnole de l'Union Européenne ou le pragmatisme ibérique », *Synthèse de la Fondation Robert Schuman*, n°27, 2002. www.robert-schuman.org/synth27.htm

². François Vuillemin, Ibid.

³. François Vuillemin, Ibid.

commune à tous les dirigeants politiques européens en campagne électorale nationale –et ce sur un large spectre politique ?

Dans le domaine des affaires européennes, comme dans la vie politique nationale, José Maria Aznar appliqua ce que certains qualifient de « pragmatique axiologique »¹ : l'ancien chef de l'Exécutif espagnol se définit lui-même comme un dirigeant convaincu du poids des réalités et des rapports de force plus que de la seule valeur des idées générales :

« L'Europe est, pour moi, une communauté traversée par de multiples trajectoires historiques et la confrontation d'intérêts. Le gouvernement et la gestion de l'idée européenne représentent un processus simultané qui consiste à parier sur le futur, en consolidant les acquis laborieusement obtenus. En définitive, nous devons éviter de recourir à des modèles politiques qui ne disposent pas de l'acceptation spontanée et pacifique des citoyens de nos pays respectifs... ».

Président du gouvernement d'un Royaume qui se définit juridiquement comme un « *Etat des Autonomies* », José Maria Aznar manie avec aisance les subtilités de la dialectique du centralisme et du fédéralisme. Il déclare ainsi à l'IFRI :

« Les deux mots, fédéralisme et Constitution, ont une tendance marquée à la polysémie, peut être à l'équivoque. Les deux signifient, pour les uns, un plus grand transfert de souveraineté, une plus grande intégration et pour d'autres, au contraire, une plus grande décentralisation et maintien de compétences pour les Etats, les régions, etc., face à un centralisme ayant son siège à Bruxelles. Dans les deux cas, ils génèrent autant d'adhésions passionnées que d'opposition systématique. C'est pour cela que je doute de leur efficacité pour définir le futur de l'Union Européenne. Il est préférable de nous entendre sur les contenus plus que de manier de vénérables mots sans signification pratique ».

Il s'éloigne nettement des schémas les plus intégrateurs :

« Il y a deux limites qu'aucun discours fédéral ne peut ignorer allègrement : les Etats européens sont très jaloux de leur identité nationale et internationale et les modifications dans la sphère de compétences de l'Union doivent continuer à être soumises à l'accord de tous ».

Il réserve aux relations transatlantiques une place de choix :

¹. François Vuillemin, *ibid.*

« L'OTAN demeure la garantie de sécurité et de stabilité la plus importante pour l'Europe parce qu'elle est l'expression la plus forte de la relation avec les Etats-Unis ».

Après le 11 septembre, ce lien a été très réaffirmé à Madrid. « L'Europe a été à la hauteur en fonction de ses possibilités. Ce que l'on ne peut pas demander à l'Europe c'est qu'elle aille plus loin que ce qu'implique ses possibilités. L'Europe a été où elle devait être en manifestant sa solidarité avec les Etats-Unis, en partageant les responsabilités de la lutte antiterroriste et en prenant ses propres décisions internes. [...] L'Europe est au niveau des responsabilités qu'exigeait ce moment historique. Il faut se rendre compte que l'une des choses qui a changé est la relation stratégique entre les Etats-Unis et la Russie. L'Union Européenne doit se bouger aussi sur ce terrain et redéfinir sa relation avec la Russie en même temps que fortifier ses contacts avec les Etats-Unis ».

Si Josep Pique, chef de la diplomatie, catalan et ancien professeur de théorie économique à l'Université de Barcelone, affirmait que « *l'Europe et les questions européennes sont notre priorité absolue* », les ambitions dans ce cadre étaient (et demeurent, au-delà de l'alternance politique) nettes.

« Le gouvernement espagnol veut être protagoniste de la construction européenne. Des années de changements et de transformations apparaissent à l'horizon et notre pays sera toujours à la pointe de ce processus qui est à la fois national et continental »¹.

Plus clairement, deux jours avant les attentats de Madrid, José María Aznar déclare au *Monde* que, certes « l'Espagne a disparu de l'échiquier international en 1815 », mais « il est logique que, lorsque la situation d'un pays change, sa voix se fasse plus personnelle, plus singulière, plus indépendante »². Par conséquent, revendiquant un nouveau rôle pour son pays et, assumant sa position atlantiste, il affirme clairement :

« Je n'ai aucune envie de jouer les seconds rôles en Europe »³.

Les prises de position du chef du gouvernement espagnol dans la question de la guerre en Irak s'éclaircissent alors d'un jour plus nuancé, de même que ce qui a été jugé (en France ou en

¹. 6 juin 2000 devant la Commission des Affaires étrangères du Congrès.

². *Le Monde*, 9-03-2004, "M. Aznar : « On ne parle pratiquement plus de rien dans les conseils européens »".

³. Art. cité, *Le Monde*, 9-03-2004.

Allemagne) comme un manque de solidarité manifeste vis-à-vis de l'Europe.

Au début de l'année 2003, 44 pays contribuaient à l'intervention en Irak, sous forme de troupes ou de moyens militaires. A la fin du premier semestre 2005, ils ne sont plus qu'une vingtaine. Et encore : il faut inclure les 30 soldats du Kazakhstan, les 32 de la Macédoine ou les 46 de l'Arménie¹... Et, sauf la Roumanie, l'Albanie et, à la limite, la Hongrie², la plupart des autres pays de la coalition semblent chercher les modalités pour s'extraire du bourbier irakien. Les opinions britanniques et italiennes sont très partagées quant à la nécessité de maintenir une présence en Irak : le corps expéditionnaire étranger rassemble certes encore plus de 150 000 soldats étrangers, mais 90% viennent des seuls Etats-Unis et même un millier de Britanniques seraient sortis d'Irak au premier semestre 2005.

Les Espagnols avaient donné le signal du retrait, en avril 2004, après les attentats de Madrid et la victoire « surprise » de José Luis Zapatero. Les Portugais suivirent, puis les Néerlandais... En mai 2005, la Pologne, l'Ukraine, le Japon, et la Bulgarie ont aussi retiré leurs troupes d'Irak ou annoncé leur retrait prochain. A bien des égards, l'attitude de l'opinion et du gouvernement espagnols a été exemplaire.

L'histoire de ce livre est simple.

Lorsque l'Espagne de José María Aznar prit une position de leader européen de la coalition favorable à une intervention en Irak, aux côtés des Etats-Unis de George W. Bush, les médias français, forts de la communauté de vue franco-allemande contre cette ingérence en territoire irakien, ont volontiers taxé le gouvernement espagnol du Parti Populaire d'attitude anti-européenne, n'exposant que rarement les objectifs « européens » et globaux de sa politique. Même s'il ne se serait pas permis d'attaquer directement l'attitude du Premier ministre espagnol, on se souvient, dans ce registre, des déclarations pour le moins maladroites du Président français à

¹. Patrice Claude, « En deux ans, la 'coalition des volontaires' a perdu la moitié de ses membres », *Le Monde*, 12-05-2005, p. 2.

². La Hongrie a retiré ses 300 hommes fin 2004 mais a décidé de renvoyer 35 soldats « pour récupérer les équipements militaires laissés sur place en décembre ».

propos du gouvernement d'un nouvel entrant dans l'Union, la Pologne, co-acteur des positions atlantistes espagnoles.

Surtout quand l'Europe demeure incapable d'assurer sa défense en commun et ne se donne toujours pas les moyens d'une réelle politique extérieure commune, les pays « périphériques » de l'Europe économiquement unie n'ont-ils pas de fait intérêt à jouer la concurrence entre atlantisme et européisme ? Nous avons bien conscience du caractère très élémentaire de cette question. Mais, pour une puissance moyenne en Europe, comment obtenir un peu de visibilité et d'espace de négociation sans se distinguer, sensiblement ou nettement sur certains thèmes ?

L'Espagne, dès avant la fin du franquisme, n'a-t-elle pas fait un double choix, des Etats-Unis *et* de l'Europe, qu'il n'est donc pas surprenant de voir réinstrumentalisé par un gouvernement d'héritage nationaliste ?

Face à ces interrogations, en janvier 2004, je proposais aux étudiants en fin de formation à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg de se donner (en lieu et place de l'évaluation d'un cours en espagnol d'histoire contemporaine de la Péninsule ibérique) comme objectif commun la réalisation d'une petite étude : un recueil de documents commentés sur l'Espagne du gouvernement de José María Aznar et sur sa participation à la nouvelle guerre du Golfe sous l'égide des Etats-Unis, contre l'Irak du sanglant Saddam Hussein, au prétexte notamment de la très hypothétique détention d'« armes de destruction massive ».

Le projet accepté, il buta quelques mois sur une documentation un peu mince. Mais l'ampleur des manifestations contre la guerre au-delà des Pyrénées suscitait de ce côté-ci de fortes marques d'intérêt. Surtout, les attentats du 11 mars 2004 eurent comme effet très secondaire d'engendrer un flot documentaire considérable et très « internationalisé »... Néanmoins, les réponses alors données en France à l'attitude du gouvernement espagnol en grande difficulté face à une gestion hasardeuse de l'information apparurent souvent simplistes : elles accrurent l'intérêt des travaux communs.

Le défi à relever était quadruple : achever le travail en un semestre universitaire, soit trois ou quatre mois au mieux ; couvrir raisonnablement l'aire de l'étude ; fournir au lecteur un matériau acceptable préparé par des étudiants, bien sûr de haut niveau mais non spécialistes, en outre de six nationalités et de quatre langues

d'origine ; et, pour le coordinateur, achever seul le travail collectif, en lui donnant une certaine homogénéité et en limitant au moins mal les redondances. Certes, l'expérience en ce domaine n'était pas négligeable : la direction de trois ouvrages déjà publiés réalisés par des groupes d'étudiants de master ou assimilé¹ apprend à naviguer parmi les écueils. Et à mesurer les risques : inévitablement, quelques collègues remarqueront que « ce n'est pas de la recherche ». A deux très sérieuses exceptions près, les contributeurs ne sont certes pas des chercheurs qualifiés ou confirmés ; et ils n'en ont pas l'ambition. Mais ils ont un regard neuf, l'interrogation vive et le souci de la synthèse accessible. J'ajouterais en termes concis que l'enseignant trouve un réel bonheur à ce type de défi commun – stimulant, risqué et très lourd à essayer de faire aboutir - avec ses étudiants ; la tour d'ivoire de l'enseignant-chercheur pourchassant uniquement le « grand œuvre » apparaît parfois ennuyeuse...

En juin 2004, le constat devait être fait que le travail considérable accompli par un premier groupe d'étudiants était, à beaucoup de points de vue, loin d'être achevé. Aussi ai-je proposé à un nouveau groupe d'étudiants, un an après, de reprendre les textes déjà écrits, de vérifier données et sources, avec l'avantage du recul et la facilité du regard critique, et de compléter ce qui devait l'être². Tous –ou presque !- ont joué le jeu et voici, après réintervention plus ou moins lourde du coordinateur, le produit de ces efforts collectifs.

Encore un mot, à propos du sous-titre, « démocratie, violences et émotions ».

Dans le cas de l'Espagne, la violence est d'abord celle d'une intervention militaire en terre étrangère pour des raisons discutables ; puis c'est, avec les attentats du 11 mars 2004, la violence des attaques contre une démocratie indiscutable, jeune mais pleinement adulte ; la violence est enfin celle du mensonge d'Etat et de la tentative avortée d'instrumentalisation politique.

¹. Alors magistère et DEA. Dans le cadre du Magistère de Relations Internationales et d'Action à l'étranger et du DESS Coopération et développement de l'Université de Paris 1 : *Tourisme et Caraïbes*, Paris, L'Harmattan, 1995. *Amérique latine, état des lieux et entretiens*, Paris, L'Harmattan, 1996. *Les ONG françaises et l'Amérique latine, Guide*, Paris, L'Harmattan, 1997.

². De là, la mention pour la plupart des textes longs d'un auteur et d'un "réviseur" précédé de la mention "avec".

L'émotion est de même triple : c'est d'abord celle qui mobilise une grande part de l'opinion publique contre les décisions d'un gouvernement démocratiquement élu ; c'est aussi celle qui brusque une société quand la violence terroriste (et malheureusement pas aveugle) cherche à mettre en péril la démocratie ; c'est enfin celle qui met en mouvement les mécanismes de sauvegarde démocratique, qui ne se coule pas dans les moules préparés par le pouvoir, mobilise au contraire l'opinion contre le mensonge et sanctionne par le vote ceux qui pourtant proposaient le discours sécuritaire le plus net.

Trois démocraties occidentales ont depuis 2001 subi des attaques terroristes à grande échelle mettant en cause une poignée d'extrémistes islamistes : les Etats-Unis en 2001 ; l'Espagne en 2004 ; et la Grande-Bretagne en 2005. Mais le cas de l'Espagne est singulier. La violence et l'émotion y eurent des conséquences politiques et sociales très spécifiques qui méritaient analyse.

Puissent les nombreux éclairages et mises au point qui suivent et l'ensemble documentaire particulièrement important rassemblé dans cet ouvrage, aider à mieux comprendre les faiblesses et les capacités de résistance de l'Espagne contemporaine et, plus largement, de nos démocraties européennes.

INTRODUCTION

L' « erreur Aznar », ou les conséquences du soutien à l'unilatéralisme des Etats-Unis

Lorenzo Delgado Gómez-Escalonilla
Traduit par Audrey Nayrolles

« Aussi bonne que soit l'entente avec le gouvernement des Etats-Unis, tant que l'attitude du gouvernement espagnol sera rejetée par la majorité des Espagnols, l'Espagne se trouvera dans une position de faiblesse face aux Etats-Unis et le gouvernement de Washington ne pourra pas se fier à celui de Madrid »¹³.

Avec le temps, cette affirmation a revêtu des accents prémonitoires. C'est l'avis d'un diplomate et analyste espagnol, spécialiste de politique internationale, en septembre 2003 : six mois avant l'attentat du 11 mars à Madrid et les élections qui eurent lieu trois jours plus tard : une consultation électorale qui s'est soldée par un changement radical du panorama politique espagnol. Le massacre qui venait de se produire puis la discutée communication à ce sujet du gouvernement du Parti Populaire (PP) eurent un impact déterminant sur l'électorat : le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) remportera les élections.

Ce changement politique conduisit le nouveau gouvernement espagnol, présidé par José Luis Rodríguez Zapatero, à décider un mois plus tard de retirer les troupes espagnoles déployées en Irak. L'opinion publique avait manifesté de façon massive son désaccord avec la décision du gouvernement précédent de José María Aznar, de soutenir l'intervention militaire des Etats-Unis. Le retrait des troupes répondait, par conséquent, aux attentes de la majorité de la société espagnole et le PSOE avait intégré ce point parmi les promesses de son programme électoral. Cette voie était parfaitement en cohérence avec les demandes sociales et les engagements politiques pris. Il s'agissait d'une ligne de conduite conforme aux règles de la démocratie, même si les gouvernants, tout comme ceux qui les soutiennent, ont parfois tendance à oublier qu'ils ont le devoir de justifier correctement leurs décisions et qu'ils recevront la sanction sociale de leurs actes. Du point de vue de la politique extérieure espagnole et de ses engagements internationaux, le moment et la façon dont la décision a été prise sont certainement discutables. Cependant, cette attitude était davantage conforme aux aspirations de la société espagnole que celle adoptée préalablement par le gouvernement du PP. Dans une démocratie, cette différence est fondamentale.

Concrètement, le dernier gouvernement du PP resta sourd aux nombreuses manifestations des Espagnols contre l'invasion en Irak. Plus encore, en dépit de celles-ci, le chef de l'Exécutif espagnol se convertira en un fervent allié et défenseur de l'initiative militaire des Etats-Unis. Quelles motivations conduisirent le gouvernement espagnol à soutenir avec véhémence l'occupation d'un pays souverain, qui certes, était dirigé par un cruel et méprisable tyran, mais qui ne représentait aucun danger avéré pour la paix et la stabilité mondiale ? Pourquoi avoir adhéré à l'action unilatérale entreprise par les Etats-Unis, pas même couverte par une résolution de l'ONU, contrairement à certaines occasions précédentes ? Qu'y avait-il derrière cette indifférence apparente envers l'opinion publique espagnole et la légalité internationale ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles les articles réunis dans ce livre et l'importante documentation annexée tentent de répondre.

L'écuyer espagnol du chevalier guerrier américain

1. Carlos Alonso Zaldívar, *Miradas torcidas. Percepciones mutuas entre España y Estados Unidos*. Documento de trabajo 04-09-03 del Real Instituto Elcano.

La lutte contre le terrorisme a représenté l'un des arguments centraux du gouvernement du PP. D'une part, elle a constitué le principal mobile présenté explicitement et de manière récurrente par les responsables politiques espagnols pour justifier leur appui sans faille à la politique des Etats-Unis. D'autre part, c'est sur cette base que se sont cimentés, du moins au début, le rapprochement et la bonne entente entre les dirigeants espagnols et leurs homologues nord-américains. Le gouvernement dirigé par Aznar insistait depuis longtemps sur la lutte antiterroriste et sur la nécessité d'une collaboration internationale. Mais il a fallu un événement aux proportions spectaculaires pour que la question prenne une dimension importante. Les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington transformèrent ainsi les termes du débat sur la sécurité et la politique extérieure des Etats-Unis. La société de la première puissance mondiale a alors pris conscience de sa vulnérabilité, et ressentait l'évènement comme « un changement d'époque »¹⁴.

Dès lors, bien qu'entachée à ses débuts de soupçons d'illégitimité et de fraude électorale, la Présidence de George W. Bush allait pouvoir déclarer le pays en guerre. C'est autour de cette idée force que les nouveaux postulats de la dimension internationale des Etats-Unis allaient s'articuler. Ainsi, le pays déclarait la guerre au terrorisme, aux organisations qui le permettaient, aux nations soupçonnées de l'encourager ou de lui procurer une couverture, et qui, par ailleurs, étaient supposées posséder des armes de destruction massive. Désormais, la guerre, déclarée aux manifestations réelles mais aussi potentielles du terrorisme comblait, en tant qu'élément structurel de la politique extérieure nord-américaine, le vide qu'avait laissé la fin de la Guerre froide¹⁵.

En septembre 2002, le Département d'Etat a rendu public le document intitulé *The National Security Strategy of the United States of America*, résumant la nouvelle doctrine de l'Administration Bush, en matière de défense et de politique extérieure. La reconnaissance de la suprématie militaire des Etats-Unis conduisait leur gouvernement à s'attribuer le droit d'intervenir pour garantir l'ordre et la stabilité du monde, en vue de défendre leurs intérêts : il devait, pour cela, faire face aux menaces terroristes ou d'Etats hostiles à cette *pax americana*¹⁶. Dans la dichotomie entre « pouvoir dur » et « pouvoir mou », les dirigeants politiques nord américains optaient clairement pour la première orientation¹⁷. Les Etats-Unis affirmaient leur volonté de maintenir leur hégémonie afin de garantir la préservation d'un monde à leur juste mesure, clamant haut et fort leur vocation unilatéraliste et leur capacité à employer, lorsque cela s'avère nécessaire, la guerre préventive. L'auteur de l'un des ouvrages de référence concernant ce tournant de la politique extérieure nord-américaine exprime son opinion sans détours de la manière suivante :

« Les Etasuniens cherchent à défendre et à anticiper un ordre international de style libéral. Mais l'unique ordre international stable et satisfaisant qu'ils soient capables de concevoir est celui qui aurait pour centre leur pays. Ils ne parviennent pas non plus à concevoir un ordre international qui ne se défende pas par la force, et notamment par la force des Etats-Unis. [...]

Le devoir, aussi bien pour les Européens que pour les Etasuniens, consiste à s'adapter à la nouvelle réalité de l'hégémonie des Etats-Unis »¹⁸.

Le gouvernement du PP décida de s'adapter aux nouvelles coordonnées de la situation internationale et d'assumer l'hégémonie incontestée des Etats-Unis. Il ne le fit ni gratuitement ni de manière irréfléchie, mais en se protégeant par des objectifs politiques stratégiques, coïncidant avec ceux des Etats-Unis, et en étant motivé par les possibilités que cette communauté d'intérêts offrait dans d'autres domaines-clés de l'action extérieure espagnole.

Comme le soulignent plusieurs des articles réunis dans ce livre, la lutte contre le terrorisme a constitué l'une des idées centrales du discours du Président Aznar et de son gouvernement. Sur le plan intérieur, la fermeté manifestée face à l'ETA procurait une base électorale rentable pour le PP ; elle lui permettait, par ailleurs, de rejeter catégoriquement les demandes du nationalisme basque modéré d'approfondir le projet de gouvernement autonome. La dérive séparatiste implicite contenue dans le

1. Guillaume Parmentier, « Le débat interne sur le rôle des Etats-Unis dans le monde », *Questions internationales*, Dossier *La puissance américaine*, 3 (septembre-octobre 2003), p.33.

2. Cf. Mark Hertsgaard, *The Eagle's Shadow*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 2002.

1. Sur les origines et les conséquences de cette nouvelle doctrine cf. Antoni Segura, *Señores y vasallos del siglo XXI. Una explicación de los conflictos internacionales*, Alianza, Madrid, 2004, pp.181 et suivantes.

2. Pour une définition et une explication des concepts de *hard power* et de *soft power* appliqués à la politique extérieure américaine, cf. Joseph S. Nye Jr., *The Paradox of American Power. Why the World's Only Superpower Can't Go it Alone*, New York, Oxford University Press, 2002.

3. Robert Kagan, *Of Paradise and Power. America and Europe in the New World Order*, New York, Alfred A. Knopf, 2003.

dénommé « Plan Ibarretxe » a été considérée comme un projet politique qui renforcerait l'ETA, et non comme une défense des libertés au Pays Basque. Ce discours trouvait un écho dans le reste de l'Espagne, dont la population demeurait crispée par les crimes successifs perpétrés par le terrorisme de l'ETA et par l'ambiguïté de l'attitude du gouvernement du parti national basque (PNV), qui condamnait les attentats mais, en même temps, laissait pour compte les victimes de ces mêmes actes.

Après le 11 septembre 2001, la menace du terrorisme à l'échelle mondiale est venue s'intégrer dans la stratégie interne du PP. La décision de soutenir la guerre en Irak a été présentée comme un acte de cohérence, grâce à un discours structuré autour des notions de « responsabilité », d'« obligation », et d'« intérêt du peuple espagnol ». La lutte contre ETA a été associée, à l'intérieur du pays, à la légitimation de l'intervention en Irak. Et ce combat contre le terrorisme était assimilé à un engagement pour la défense de la démocratie, aussi bien dans les discours du président du gouvernement, que dans les programmes électoraux de son parti. Désormais, en Espagne comme en Irak, la bataille se livrait en vertu d'un ensemble de valeurs, communes de part et d'autre de l'Atlantique.

Cette stratégie a été fructueuse. L'ETA a été inscrite sur la liste américaine des organisations terroristes en octobre 2001. Batasuna est également venu grossir cette même liste, après avoir été déclaré parti politique illégal en Espagne en mars 2003. La concordance d'objectifs antiterroristes avec les Etats-Unis fournissait alors un puissant allié dans la lutte contre le fléau qui minait depuis bien longtemps le territoire espagnol. Mais il ne s'agissait pas seulement de cela. En même temps, cela donnait au gouvernement Aznar une opportunité pour amener l'Espagne en première ligne des négociations internationales. Le problème reposait sur le fait que, soutenir la lutte internationale contre le terrorisme, en coopérant à la destruction sous mandat de l'ONU du régime taliban en Afghanistan, était une chose ; mais obéir strictement aux desseins des Etats-Unis en était une toute autre. Cette dernière solution conduisait à focaliser la lutte antiterroriste sur les nations suspectées de posséder des armes de destruction massive et de pouvoir les utiliser « de manière irresponsable ». En d'autres termes, cela revenait à passer de l'Afghanistan à l'Irak sur la « feuille de route » de la machine militaire nord-américaine. En somme, cela plaçait le gouvernement espagnol à l'ombre de la puissance hégémonique. Pourquoi avoir fait ce choix ?

Plusieurs des jeunes collaborateurs de cet ouvrage tentent d'apporter une réponse à cette question. L'argument, récurrent et quasi unanime, avancé dans les pages suivantes est que l'objectif du gouvernement du Parti Populaire consistait à décrocher un rôle international plus important pour l'Espagne, c'est-à-dire à l'amener à une place au premier rang, et cela de la main même des Etats-Unis, en se convertissant en un allié fiable et prévisible. Après tout, comme le soutenait un analyste espagnol réputé, l'hégémonie nord-américaine en matière économique, scientifique, technologique et, surtout, sur le terrain de la sécurité et de la défense était tellement évidente que « *la politique extérieure des Etats-Unis est la seule qui ait de l'importance et toutes les autres sont subsidiaires* ». L'Europe a vécu pendant la Guerre froide « *sous le parapluie de la pax americana* » et ne pouvait demeurer neutre face aux menaces surgissant dans le contexte international, étant donné que « *les ennemis des Etats-Unis sont nos ennemis* »¹⁹.

Tant qu'il ne sera pas possible d'accéder aux archives, il faudra se contenter d'hypothèses pour tenter d'élucider les raisons précises qui poussèrent l'Exécutif espagnol à embrasser la cause américaine de façon tellement inconditionnelle. Quoi qu'il en soit, il semble à peu près certain que la volonté de jouer un rôle sur la scène internationale est venue s'ajouter à la tentative de s'ériger en allié privilégié des Etats-Unis en Europe, parallèlement à la position britannique. Aznar s'était proposé, comme il le dira à l'occasion, de sortir l'Espagne du « recoin de l'histoire. Le chemin pour y parvenir passait par l'obtention d'un poste de direction en Europe, marqué par l'atlantisme à outrance et la capacité de dialogue avec la puissance hégémonique.

Les préparatifs de l'invasion en Irak et son évolution postérieure ont mis en évidence la tendance espagnole à jouer le rôle de porte drapeau de la cause américaine. L'*Accord des huit*, rendu public en janvier 2003, a constitué le premier geste des dirigeants espagnols, en collaboration avec les représentants d'autres pays européens, visant à faire accepter la belligérance de l'exécutif nord-

1. Emilio Lamo de Espinosa, « Ciudadanos de Estados Unidos », *Política exterior*, n° especial (septembre 2002), pp.95-111. Des argumentations comme celle-ci viendraient d'autre part confirmer la capacité du système intellectuel et universitaire américain à proposer et à définir les termes du débat sur le scénario international dans le monde d'après la Guerre froide. Il s'agit de quelque chose qui a été considéré comme un élément de plus, et non le moindre, du *soft power* américain. Amaya Bloch-Lainé, « Les instruments de la puissance américaine », *Questions internationales*, Dossier *La puissance américaine*, 3 (septembre-octobre 2003), p.12.

américain aux autres gouvernements et à l'opinion publique. Cependant, cette initiative remettait une fois de plus en question le manque d'unité de la politique extérieure de l'Union Européenne. De plus, elle rendait visible l'éloignement du couple franco-allemand, noyau dur du processus de construction européenne, qui, à l'époque, critiquait ouvertement les prétentions nord-américaines.

Au cours des mois suivants, de nouvelles étapes vont jaloner l'engagement dans la relation atlantique. Le gouvernement espagnol agissait comme porte-parole de ce que le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a dénommé la « nouvelle Europe », en opposition avec la « vieille Europe », représentée par la France et l'Allemagne. La proposition de résolution faite par les Etats-Unis au Conseil de Sécurité de l'ONU, destinée à autoriser l'usage de la force en Irak, obtint le soutien enthousiaste de l'exécutif espagnol. Lors de la réunion des Açores, à la mi-mars, le président Aznar apparaissait satisfait aux côtés de Bush et de Tony Blair, lorsqu'ils adressèrent un ultimatum au régime de Saddam Hussein. Deux jours plus tard, les opérations militaires débutaient en Irak, sans résolution de l'ONU, mais avec le soutien logistique inconditionnel espagnol. Après la rapide victoire initiale de la coalition menée par les Etats-Unis, le gouvernement espagnol décida d'envoyer un contingent de troupes destiné à collaborer à l'occupation et la reconstruction du pays.

La fidélité de l'allié espagnol était alors récompensée par l'admission du président Aznar dans le cercle de l'intimité politique du président Bush. L'Espagne, plus exactement l'Espagne du Parti Populaire, ne s'était jamais aussi bien portée, du moins de l'avis de ses porte-parole. Cependant, le nombre d'Espagnols en désaccord avec cette vision augmentait au sein des formateurs d'opinion et, surtout, parmi les citoyens de base.

Images du passé et menaces du présent

Les arguments du gouvernement du Parti Populaire n'étaient pas soutenus par l'opinion publique, qui, en Espagne comme dans le reste de l'Europe, se montrait majoritairement contre l'intervention en Irak. Au sein des réseaux médiatiques et politiques, on débattait alors des avantages et des inconvénients du soutien espagnol à l'action des États-Unis, soutien qui était interprété comme un tournant de la politique extérieure, donnant la priorité à l'atlantisme plutôt qu'à l'europhisme.

Ceux qui soutenaient la vocation atlantiste avançaient qu'elle ne modifiait pas substantiellement les priorités classiques de la politique extérieure espagnole, bien qu'elle les nuance fortement. Ainsi, elle donnait à la lutte contre l'ETA une dimension internationale, renforçait l'orientation sud atlantique de l'Europe, contribuait à la sécurité sur le flanc sud de la Méditerranée, soutenait les investissements espagnols en Amérique latine, et représentait même un atout potentiel face à l'émergence des « hispanos » aux Etats-Unis²⁰. Mais cette argumentation complexe dépassait la capacité limitée du gouvernement à fournir des explications. Au-delà des références à la lutte antiterroriste et au danger que courraient les valeurs démocratiques du monde occidental, au-delà de l'affirmation de l'existence de preuves irréfutables - jamais démontrées - selon lesquelles le régime irakien aurait possédé des armes de destruction massive, au-delà de tout ce répertoire de généralités et d'imprécisions, le discours en venait à se résumer en une maxime élémentaire : il fallait être avec les alliés pour « pour le meilleur et pour le pire ». Evidemment, dans ce cas, les alliés n'étaient plus les voisins continentaux avec lesquels se partageait l'aventure de la construction européenne depuis quinze ans.

Les voix qui critiquaient la vocation atlantiste revendiquèrent précisément l'europhisme, c'est à dire l'orientation adoptée par la politique extérieure espagnole depuis le renouveau de la démocratie. Or, cet europhisme se trouvait dynamité par le gouvernement du Parti Populaire, tant par son opposition au projet constitutionnel européen et à la discussion sur les quotas de représentation, que par son atlantisme démesuré. Les relations avec les associés européens de l'Espagne étaient subordonnées ainsi à son amitié inconditionnelle avec Washington. Cette dynamique affectait également de manière négative les relations avec la Méditerranée et l'Amérique latine – en raison des tensions avec le Maroc et des pressions exercées sur les gouvernements latino-américains qui appartenaient au Conseil de Sécurité de l'ONU-, brisait aussi le consensus interne en matière de politique extérieure et provoquait un important conflit avec l'opinion publique. Dans de telles conditions, changer l'axe européen pour un autre, atlantique celui-ci, constituait une décision pour le

1. Emilio Lamo de Espinosa, *De la vocación atlantista de España*. Documento de trabajo 02-06-03 du Real Instituto Elcano. Pour une version plus schématique : « De la vocación atlantista de España », *El País*, 30-05-03.

moins risquée. L'aveuglement d'Aznar, dans sa prétention de s'émanciper de l'axe franco-allemand et de devenir un leader mondial, l'a poussé dans les bras du gouvernement nord américain. Aznar est parvenu à une telle situation sans mesurer la portée de sa décision sur le plan européen, où se concentrait la majeure partie des échanges économiques espagnols. En souscrivant à l'unilatéralisme américain, il a même rompu avec une autre constante de la politique extérieure de l'époque démocratique : celle du choix sur le multilatéralisme et le respect des normes et des décisions des organismes internationaux.

« Pour le moment, l'Espagne d'Aznar a parié sur le fait d'être dernière à Washington plutôt que d'être première en Europe. Alors que ce qui existe entre l'Espagne et les Etats-Unis, en dehors d'un océan et au-delà de l'amitié de leurs dirigeants, n'est rien d'autre qu'une forte asymétrie et de rares coïncidences, la recherche d'une « relation spéciale » à n'importe quel prix peut représenter un effort inutile aux conséquences importantes, pour une puissance moyenne, qui a surtout réussi à atteindre ce niveau grâce à son appartenance à l'intégration européenne »²¹.

Ce débat, d'autre part, s'accompagnait d'une réflexion naissante entre les spécialistes de diverses disciplines, relative à la signification historique des relations avec les Etats-Unis depuis les pactes souscrits en 1953. Sur l'un des plateaux de la balance, on faisait valoir que, certes, la sécurité était menacée, mais la présence des Etats-Unis en Espagne avait constitué un facteur de rupture avec l'isolement et de modernisation, qui facilita l'avènement postérieur de la démocratie. Sur l'autre plateau de la balance, on soulignait l'importance de cette relation bilatérale dans la survie du régime franquiste, puisque la préoccupation essentielle des Etats-Unis était d'assurer la disponibilité de ses bases militaires en Espagne, reléguant au second plan l'évolution du système politique du pays. Ces deux points de vues analytiques coexistaient et se complétaient au sein des milieux académiques, tandis que les projections du passé fournissaient de nouveaux éléments de réflexion pour alimenter une nouvelle discussion dialectique²².

Mais si nous passons aux manifestations publiques et aux sondages d'opinion, la même dichotomie entre atlantisme et européisme existait aux yeux de la société espagnole. L'association avec l'Europe était une valeur sûre et venait s'associer avec la démocratie et l'ouverture du pays, tandis que l'atlantisme alimentait les vieux fantasmes de satellisation par rapport à la puissance américaine, hérités du franquisme. Ironie du sort : alors qu'aux yeux d'une part importante de l'opinion publique espagnole, les Etats Unis avaient apporté leur soutien à Franco et contribué au maintien du régime, l'Espagne s'apprêtait à jouer le rôle de porte-parole de l'Europe atlantiste. A l'inverse, d'autres pays européens adoptaient des positions plus nuancées ou en totale contradiction avec les desseins stratégiques du gouvernement de Bush, et pourtant dans la conscience populaire, les Nord-américains continuaient d'incarner les libérateurs du fascisme, et les promoteurs de la reconstruction économique, grâce au Plan Marshall²³.

Durant la transition démocratique, l'image des Etats-Unis au sein de la société espagnole était porteuse d'une connotation négative. Ce pays était perçu comme une menace pour la paix dans le monde et pour la sécurité de l'Espagne, devançant même l'URSS. La présence nord-américaine n'était pas désirée, et on considérait la réduction des effectifs militaires sur le sol espagnol comme souhaitable. En définitive, un « *antiaméricanisme plus ou moins profond et étendu* »²⁴ était tout à fait

1. Erika Ruiz Sandoval, « ¿Cola de león o cabeza de ratón ? La apuesta atlantista de Aznar ». Observatorio de Política Exterior Europea, EE 02/2004. Especial *España en Europa 1996-2004*.

2. Pour un commentaire plus détaillé sur le débat entre atlantisme et européisme qui s'est tenu dans les moyens de communication et les secteurs académiques vid. Antonio Niño, « 50 años de relaciones entre España y Estados Unidos », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 25 (2003), pp.9-33. Ce texte constitue la présentation du dossier inclus dans la revue sous le même titre, où sont rassemblés les travaux des participants à un Cours d'Été de l'Universidad Complutense célébré à l'Escorial en septembre 2003. Il faut également mettre en évidence la publication du travail d'Angel Viñas, *En las garras del águila. Los pactos de Estados Unidos, de Francisco Franco a Felipe González (1945-1995)*, Barcelona, Crítica, 2003, et le livre de Lorenzo Delgado et María Dolores Elizalde (eds.), *España y Estados Unidos en el siglo XX*, Madrid, CSIC, 2005, qui comprend les collaborations de plusieurs spécialistes du sujet. D'autres publications au contenu synthétique ont récemment analysé la trajectoire des relations hispano-américaines. Pour une vision globale sur tout le XXe siècle vid. Rosa Pardo, « La política norteamericana », *Ayer*, 29 (2003), pp.13-53. Concernant la période franquiste, Lorenzo Delgado, « Les Etats-Unis et l'Espagne, 1945-1975 : une liaison stratégique avec des effets secondaires », dans Dominique Barjot et Christophe Réveillard, *L'américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle. Mythe et réalité*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2002, pp.121-137, et « ¿El " amigo americano " ? España y Estados Unidos durante el franquismo », *Studia Historica*, 21 (2003), pp.221-265.

1. Cette différence de perception et son poids dans la formation historique de l'image des Etats-Unis en Espagne a attiré l'attention de Manuel Azcárate, « La percepción española de los Estados Unidos », *Leviatán*, 33 (1988), pp.5-18.

2. *Actitudes y opiniones de los Españoles ante las relaciones internacionales*, Madrid, CIS, Estudios y Encuestas, 7 (septembre 1987), pp.141-150.

perceptible. Les relations avec les Etats-Unis s'interprétaient plutôt en terme de politique intérieure que de politique extérieure, en raison du poids de l'histoire récente du pays, et des héritages du régime franquiste.

Le lien avec la puissance américaine, en l'espace de trois décennies, avait suscité le ressentiment de l'opinion publique espagnole. Les pactes bilatéraux étaient davantage considérés comme un facteur de risque que comme une protection –à l'inverse de ce qui se produisait dans d'autres nations d'Europe occidentale-. De même, le sort de la jeune démocratie espagnole ne semblait pas intéresser outre mesure les dirigeants de Washington. Par ailleurs, un autre sujet, touchait de près les Espagnols, en raison de leur expérience dictatoriale passée, à savoir : l'ingérence des Etats-Unis en Amérique latine, qui préféraient appuyer les régimes autoritaires et répressifs, mais fidèles aux intérêts nord-américains, plutôt que les gouvernements démocratiques indociles qui ne se soumettaient pas à l'influence du puissant voisin du nord.

De telles perceptions n'avaient pas altéré l'alliance avec les Etats-Unis, qui traversa toute la période démocratique grâce au consensus des principales forces politiques. Evidemment, cela ne se fit pas sans quelques tensions. Celles-ci étaient en partie issues de la campagne du référendum sur l'OTAN de 1986, destinée à approuver la ratification de l'intégration sollicitée par le gouvernement espagnol cinq ans plus tôt²⁵. Mais ces tensions provenaient également des renégociations successives des accords bilatéraux, qui avaient pris un caractère plus équilibré et respectueux de la souveraineté espagnole, depuis l'accord de coopération en matière de défense signé en décembre 1988. L'ancrage en Europe communautaire avait contribué de manière importante au rééquilibrage des relations de l'Espagne avec la puissance américaine²⁶.

Les nouvelles données de la relation bilatérale permirent de nuancer l'image négative des Etats-Unis au sein de la société espagnole durant la décennie des années 1990. La perception d'une éventuelle « menace américaine » commença à s'atténuer, bien que l'attitude majoritaire des Espagnols continuât à être favorable à la disparition ou au démantèlement progressif des bases Nord américaines. Il existait toutefois une particularité : la divergence profonde d'opinion entre ceux qui se considéraient comme les *leaders* et le reste de la population. Les *leaders* ne partageaient ni la sensation de menace, ni le désir de s'affranchir des bases militaires²⁷. Ainsi, les relations bilatérales étaient entrées dans une phase d'équilibre grandissant, ce qui se traduisit par une réduction progressive mais lente, des attitudes opposées tant au maintien de la présence des troupes nord-américaines en Espagne, qu'à leur *leadership* mondial²⁸.

Le comportement du gouvernement nord-américain présidé par Georges Walker Bush conduisit à une inversion de la dynamique précédemment exposée²⁹. Selon les sondages d'opinion réalisés ces dernières années, le pourcentage d'Espagnols considérant le *leadership* des Etats-Unis comme indésirable dépassait 60%, et se rapprochait parfois même de 70%. En parallèle et de manière simultanée, la méfiance vis-à-vis de leurs motivations sur la scène internationale augmentait. L'image de la puissance américaine se détériorait donc de nouveau. La guerre en Irak accentua le sentiment anti-nord-américain. L'Espagne figurait alors parmi les pays d'Europe occidentale où l'opinion vis-à-vis des Etats-Unis était la plus fortement hostile³⁰. Le discours anti-américain, relativement apaisé depuis la campagne du « *non à l'OTAN, dehors les bases* » des années 1980, retrouvait une certaine virulence.

Comme cela s'est produit dans plusieurs autres grandes villes européennes, les manifestations contre la guerre se sont succédées dans les principales villes espagnoles. En Catalogne, on a même lancé une campagne d'aide humanitaire pour la population irakienne, pendant que les responsables de la *Generalitat* se démarquaient publiquement de la position du gouvernement espagnol. La campagne contre Saddam Hussein s'interprétait plus comme une excuse pour contrôler le pétrole irakien, ou pour

1. Pour plus d'informations, Consuelo del Val Cid, *Opinión pública y opinión privada. Los Españoles y el referéndum de la OTAN*, Madrid, CIS, 1996.

2. Angel Viñas, « Rompiendo las cadenas del pasado. La política exterior española de Franco a Felipe González », dans Sebastian Balfour et Paul Preston (eds.), *España y las grandes potencias en el siglo XX*, Barcelona, Crítica, 2002, pp.194-213.

3. Pour apprécier la lente évolution de l'image des Etats-Unis en Espagne, vers un aspect un peu plus positif, cf., à titre d'exemple, les rapports préparés par Salustiano del Campo, *La opinión pública española y la política exterior. Informes INCIPE 1991 y 1995*, Madrid, INCIPE, 1991 y 1995.

1. Une analyse plus détaillée dans Carlos Alonso Zaldívar, *Miradas torcidas...*, doc. cité.

2. Cf. *Barómetro del Real Instituto Elcano* (BRIE), 12-02, 03-03 y 06-03.

3. Javier Noya, *La imagen de Estados Unidos en España. Resultados del Eurobarómetro del Real Instituto Elcano y ¿Antiamericanismo, antihegemonismo o antiunilateralismo ?* Documentos de trabajo 16-07-03 y 21-07-03 del Real Instituto Elcano.

imposer l'hégémonie nord américaine à l'intérieur d'une zone géostratégique sensible, qu'elle ne se justifiait par des motifs de sécurité internationale. Selon le point de vue probablement le plus répandu au sein de l'opinion publique espagnole, les Etats-Unis avaient décidé d'éliminer le régime irakien pour des raisons impérialistes, et non pour défendre la stabilité mondiale ou pour une quelconque cause humanitaire.

En fin de compte, si le gouvernement Bush exhibait sans complexe l'arrogance nord américaine assortie d'une politique extérieure à géométrie variable suscitant tant d'antipathies à travers le monde, comment être surpris par l'ampleur des réactions de répulsion ? L'Exécutif nord-américain n'allait pas dans la direction suggérée par certains de ses analystes les plus illustres :

« Le défi des Etats-Unis ne repose pas sur la question de savoir comment créer un empire, mais sur celle de savoir comment administrer et appliquer sa politique à partir d'une position de suprématie qui durera probablement pendant quelque temps, mais qui ne sera pas suffisante pour atteindre le niveau de sécurité auquel les Etasuniens aspirent »³¹.

L'intervention nord-américaine en Irak prouvait plutôt que « *s'il est bien possible de vaincre une tyrannie à l'aide d'un pistolet, il est impossible d'instaurer une démocratie par les mêmes moyens* »³². Le réalisateur de cinéma et essayiste Michael Moore avait aussi exprimé, avec plus de mordant, ses réserves quant à la manière de procéder de son gouvernement :

« Aujourd'hui, le monde nous déteste de nouveau. [...] Aujourd'hui, en raison d'une politique extérieure de camionneur, il est beaucoup plus difficile de justifier le fait que nous autres, qui représentons les 4% les plus arrogants de la population mondiale, nous accaparons le quart de la richesse mondiale »³³.

La société espagnole s'opposa à la décision prise par son gouvernement de seconder l'option unilatéraliste que les dirigeants des Etats-Unis appliquaient en matière internationale. En septembre 2002, 50% des Espagnols se prononçaient contre le soutien apporté par le gouvernement du Parti Populaire à l'intervention militaire en Afghanistan. En octobre 2003, le pourcentage opposé à l'engagement de l'Espagne dans la guerre en Irak s'élevait à 74%. Cependant, lorsque l'opposition politique prétendit canaliser cette vague de mécontentement populaire par un vote sanction contre le gouvernement durant les élections municipales de mai 2003, l'impact se révéla inférieur à celui que l'on attendait. Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol obtint une légère avance sur le Parti Populaire. Le coût politique de la participation à la guerre en Irak n'inquiétait pas trop le gouvernement Aznar.

Durant les mois suivants, on eut l'impression que les mobilisations contre la guerre, et leur effet potentiel d'affaiblissement du gouvernement, se diluaient parmi les polémiques suscitées par d'autres problèmes plus urgents pour la société espagnole. D'Irak parvenaient des nouvelles faisant état d'une résistance à l'invasion américaine qui se soldait par des attentats et des morts parmi la population civile et au sein des forces d'occupation. Avec environ 1300 soldats, les effectifs du contingent de troupes espagnoles mobilisées dans ce pays n'était pas très élevés. De même, la présence des entreprises espagnoles aspirant à participer aux contrats pour la reconstruction du pays était modeste. Mais les soldats espagnols allaient rapidement payer leur tribut de sang. Et ce n'était pas tout. L'Espagne se trouvait désormais dans la ligne de mire des groupes fondamentalistes islamistes, en raison de sa participation à l'occupation en Irak et de son appui sans failles aux Etats-Unis.

Le capital de prestige et de confiance qu'avaient accumulé les gouvernements espagnols antérieurs dans leurs relations avec les pays arabes, surtout durant la décennie des années 1990, allait se dilapider au profit d'autres objectifs stratégiques. D'importantes initiatives entreprises alors, telle que la contribution au processus de paix au Moyen Orient, ou l'élaboration de la politique méditerranéenne de l'Union Européenne, passèrent désormais au second plan.

Risques, responsabilités et exercice de la démocratie

Le gouvernement espagnol avait-il pris les mesures adéquates pour faire face à une situation de risque rendue croissante par le soutien de la politique d'intervention nord américaine en Irak ? La

1. Joseph S. Nye, « Los límites del poder y el mito imperial », *La Vanguardia*, Dossier *Estados Unidos. Imperio o poder hegemónico*, 7 (juillet-septembre 2003), p.29.

2. Benjamin R. Barber, « La nueva 'pax americana' y la tradicional política exterior », *La Vanguardia*, dossier *Estados Unidos. Imperio o poder hegemónico*, 7 (juillet-septembre 2003), p.22

3. Michael Moore, *Stupid White Men...and Other Sorry Excuses for the State of the Nation*, New York, HarperCollins, 2001. Dans son dernier film *Fahrenheit 9/11*, Moore analyse les événements postérieurs au 11-septembre et critique les mobiles et les résultats de l'intervention du gouvernement Bush.

commission parlementaire qui a mené l'enquête s'est davantage attachée au débat politique d'actualité plutôt qu'à faire la lumière sur les responsabilités individuelles et institutionnelles en la matière. Il faudra attendre de pouvoir disposer de sources plus variées pour se prononcer sur cette question. Mais ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute, c'est qu'au matin du 11 mars, quand les bombes terroristes ont fauché la vie de près de deux cents madrilènes, le gouvernement du PP s'est vu contraint d'assumer, bien malgré lui, le fait que toute politique extérieure est une forme de politique intérieure. Il semble plausible que l'un des objectifs des auteurs du massacre ait été d'influencer la consultation électorale. De même, il faut prendre en considération la réaction entêtée d'un gouvernement qui s'empresse d'accuser l'ETA et tente d'écarter les pistes qui attribuaient l'attentat à Al Qaida. Sans chercher à déterminer si effectivement cette attitude était le fruit d'un calcul politique, il est indéniable que la première hypothèse renforçait la position électorale du PP, tandis que la seconde minait sensiblement ses positions puisqu'elle ramenait sur le devant de la scène, la position majoritairement hostile des Espagnols à l'intervention en Irak. L'information fournie par le gouvernement conduisit beaucoup de citoyens à penser qu'ils faisaient l'objet d'une manipulation à des fins électorales. Il s'ensuivit une participation massive aux élections, qui rendit possible la victoire du Parti Socialiste.

Le peuple espagnol a-t-il voté la peur au ventre ? Cette interprétation, envisagée par certains médias internationaux, est trop superficielle. Les raisons du vote furent multiples, comme dans toutes les élections démocratiques. Le mécontentement de l'électorat vis-à-vis de la politique sociale du PP, son intransigeance par rapport à la question des autonomies, le mal-être provoqué par l'arrogance de ses dirigeants... jouèrent en faveur du Parti Socialiste. Mais l'élément déterminant fut l'indignation provoquée par une éventuelle manipulation politique des attentats de Madrid ; un soupçon qui se surimposa à l'indifférence du gouvernement Aznar face aux protestations d'une société espagnole majoritairement hostile à une guerre coûtant désormais cher en vies humaines. Après la mort de soldats en territoire irakien, venait celles des citoyens emportés dans une spirale de violence à laquelle, de façon certes indirecte, la politique extérieure nord-américaine n'était pas étrangère.

Qui avait armé et instruit les groupes fondamentalistes islamiques, lorsque leur collaboration contre l'armée soviétique en Afghanistan était utile ? Qui maintenait d'excellentes relations avec la monarchie saoudienne, dont les couches dirigeantes fortunées comptaient certains des généreux bienfaiteurs économiques de ces groupes ? Qui avait, de façon inconditionnelle, soutenu Saddam Hussein durant la première guerre du Golfe, dans les années 1980, quand la priorité était de freiner l'influence de la révolution iranienne dans le monde islamique ? Que faisait l'Espagne sur l'échiquier géopolitique des Etats-Unis, liée désormais aux intérêts et aux fluctuations des stratégies mises en place pour atteindre les objectifs nord américains ? L'Espagne, à l'instar du traditionnel allié britannique, avait-elle voix au chapitre ? Sur quelles bases comptait-elle s'appuyer pour participer au jeu du pouvoir mondial ? Le gouvernement disposait-il au moins du soutien de l'opinion publique de son pays pour faire face à de tels défis ? Non. La société espagnole considérait que cette guerre était injuste. L'Exécutif espagnol avait engagé le pays dans une entreprise qu'il désapprouvait massivement ; une aventure dilapidant le capital international obtenu après l'intégration à la Communauté Européenne, une décision lourde, sans que cela soit nécessaire, d'engagements stratégiques aux côtés des Etats-Unis.

Le gouvernement du PP ne prit pas la peine d'une communication pédagogique sur les objectifs du tournant de sa politique extérieure (en supposant que cette politique ait un jour existé). Il ne s'aventura d'ailleurs pas davantage au-delà de déclarations vagues ou de réprimandes à l'encontre de l'opposition taxée d'« irresponsabilité ». Il ne tenta pas non plus de convaincre les citoyens quant à la nécessité de courir de tels risques, comme le firent, malgré tout, Bush ou Blair. Il ne présenta pas davantage ses excuses lorsque les armes de destruction massive, qui avaient servi de base d'argumentation au lancement de l'invasion en Irak, ne furent pas découvertes. Pire encore, lorsque le terrorisme islamique frappa brutalement l'Espagne, il partit sur une autre piste.

Selon les interprétations auxquelles se livrent les élites néo-conservatrices nord américaines ou leurs disciples européens, le « despotisme éclairé » du nouvel empire américain rencontrera inévitablement les résistances qu'engendre tout projet imposé par la force, même si ce projet prétend œuvrer à l'irradiation d'une démocratie universelle. L'« erreur Aznar » fut de ne pas se rendre compte que la société espagnole ne partageait pas les mêmes fantasmes. Au moment où il était fermement convaincu d'entrer par la grande porte dans l'histoire de l'Espagne, pour avoir été l'homme d'Etat qui se serait montré capable de conduire son pays au premier plan de la scène internationale, la société

espagnole lui fit savoir qu'elle ne partageait ni le processus utilisé ni les valeurs affichées. Face à ceux qui défendaient l'unilatéralisme nord-américain et leurs répercussions géostratégiques, les citoyens se tournèrent vers ceux qui pariaient sur le multilatéralisme et la négociation internationale, c'est-à-dire sur des valeurs partagées par la grande majorité de l'opinion publique européenne.

Comme nous le soulignons au début de cette introduction, en vertu des engagements pris pendant la campagne, le gouvernement du Parti Socialiste annonça le 18 avril 2004, un mois après son élection, le retrait des troupes espagnoles d'Irak. Le processus s'acheva à la fin du mois de mai. Mais peut-on véritablement soutenir que, dans ce cas, nous nous trouvions face à la démonstration d'une « Espagne en déclin »³⁴ ? Une autre lecture permettrait d'arriver à la conclusion qu'il s'agissait de la part des nouveaux dirigeants d'une démonstration de leur sens des responsabilités vis-à-vis des citoyens qui les avaient élus. Ceux-ci, à leur tour, réalisèrent un exercice de démocratie, en se rendant massivement aux urnes pour montrer leur indignation et dire qu'ils aspiraient à un autre monde. La réaction de la société espagnole, ou le message qu'elle a décidé de faire passer à ses dirigeants, doivent être analysés avec prudence pour ne pas courir le risque de tomber dans des raccourcis simplistes. Comme Serge Sur l'a souligné:

« C'est ne pas céder à l'anti-américanisme que de distinguer entre les mérites de la civilisation américaine et les dérives de sa puissance, que de cultiver la liberté et rejeter la domination »³⁵.

Peut-être n'est-il pas superflu de relire certains pages de l'histoire des Etats-Unis pour tenter de répondre à la question suivante: les dirigeants nord américains courraient-ils le risque d'engager leur pays dans un conflit extérieur sans compter sur l'appui majoritaire de l'opinion publique? La tradition démocratique de la nation américaine n'accepterait sans doute pas pareille décision. Pourquoi en irait-il autrement en Espagne?

1. Il s'agit d'une interprétation de la politique extérieure du nouveau gouvernement, qui a été faite dans les pages de l'organe d'expression du *think tank* du PP. Vid. Rafael L. Bardají y Florentino Portero, « La España menguante », *Papeles FAES*, 07-07-04.

1. Serge Sur, « Les Etats-Unis deux ans après », *Questions internationales*, Dossier *La puissance américaine*, 3 (septembre-octobre 2003), p.5.



Propagande anti-guerre,
CMR, Espagne 2003-2004.